

DÉCLARATION COMMUNE DES ORGANISMES ACADIENS ET FRANCOPHONES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Au lendemain des élections provinciales, l'incertitude plane toujours au Nouveau-Brunswick quant à la forme que prendra le prochain gouvernement. On ignore pour l'instant de quelle manière la situation se dénouera et qui sortira vainqueur de ce duel acharné. À vrai dire, qu'importe l'issue des élections, une certitude reste totale : les communautés francophones et acadiennes ont lieu d'être profondément inquiètes relativement au manque de leadership des partis politiques néo-brunswickois dans le dossier des langues officielles.

Quand, 50 ans après l'adoption de la Loi sur les langues officielles, le bilinguisme et la dualité demeurent des enjeux électoraux au même titre que la chasse au dindon sauvage et les plaques d'immatriculation, il est raisonnable de croire que le fait français est dangereusement menacé dans la seule province officiellement bilingue. Quand les discours et contre-discours idéologiques sur les langues servent d'instruments politiques pour polariser l'attention de l'électorat, il y a lieu de croire que le vrai programme électoral de ces partis en lice reste ancré dans la recherche irrationnelle du pouvoir.

Les membres des communautés francophones et acadiennes néo-brunswickoises n'ont maintenant d'autre choix que de se concerter, qu'importe leur allégeance politique, parce qu'au final, cette élection ne fait que des perdantes et des perdants. La conduite au pouvoir d'un gouvernement minoritaire, la montée du vote populiste et les possibles alliances politiques pourraient être de bien mauvais augures pour quiconque appuie la diversité linguistique et culturelle, la tolérance, la justice sociale et l'égalité des communautés.

La question linguistique au Nouveau-Brunswick ne devrait plus être source de division et de tension. Or, la réalité est tout autrement quand les francophones sont considérés citoyens de deuxième classe.

On ne saurait prédire l'avenir, mais il y a fort à parier que de nombreux débats enflammés occuperont les scènes politique et médiatique au cours des prochains jours, voire des prochaines semaines. Quels enjeux seront mis de l'avant pour gagner la confiance des électrices et des électeurs de la province ? Allons-nous enfin mobiliser la population autour de sujets qui méritent vraiment l'attention, comme la question de l'égalité entre les genres, des Premières nations, de l'éducation et de l'alphabétisation, de la santé, du renforcement de la gouvernance locale et de la pleine municipalisation, des arts et de la culture, des inégalités sociales, de l'environnement ou de l'économie durable, entre autres ? Assisterons-nous encore à des dialogues de sourds dans l'éventualité où des élections soient déclenchées prochainement ?

Les communautés francophones et acadiennes n'ont pas à payer le prix d'un désengagement politique à l'égard des langues officielles. Dans ce dossier, les obligations de tout gouvernement, majoritaire ou minoritaire, sont claires; à notre avis, un gouvernement qui refuserait de respecter la Charte canadienne des droits et libertés n'est pas digne de tenir les rênes du pouvoir.

